

PIERRE DAUM, AUTEUR DE "LE DERNIER TABOU, LES HARKIS RESTÉS EN ALGÉRIE APRÈS L'INDÉPENDANCE", À "LIBERTÉ"

"La plupart des harkis sont des victimes de l'oppression coloniale"

Le livre-enquête *Le dernier tabou, les harkis restés en Algérie après l'indépendance*, édité en France, en 2015, chez "Actes Sud", vient d'être réédité en Algérie chez les éditions Koukou. Il est d'ailleurs disponible, depuis mercredi, dans les librairies algériennes. L'auteur et journaliste Pierre Daum, qui a déjà publié des enquêtes sur le passé colonial de la France, revient dans cet entretien accordé à Liberté sur les péripéties qu'il a rencontrées dans ce travail d'investigation sur les harkis.

Liberté : En 2012, vous avez publié *Ni valise, ni cercueil, les pieds-noirs restés en Algérie après l'indépendance* (Média-Plus). Aujourd'hui vous revenez avec ce livre-enquête *Le dernier tabou, les harkis restés en Algérie après l'indépendance* (Koukou éditions). Pourquoi avoir choisi ce thème très sensible des deux côtés de la Méditerranée ?

Pierre Daum : Lorsque j'ai travaillé sur les pieds-noirs restés en Algérie, je pensais déjà que le sujet serait sensible, comme vous dites. En fait, j'ai subi beaucoup d'attaques en France de la part des milieux colonialistes. Mais en Algérie, j'ai été presque surpris de voir combien mon livre faisait plaisir au public algérien. Car je réhabilitais l'image des Algériens qui, en 1962, n'ont pas cherché à se venger contre les pieds-noirs, comme certains l'affirment en France. Au contraire, les Algériens se sont montrés très accueillants envers les pieds-noirs qui restaient. Avec les harkis, ce n'est pas du tout la même chose ! Je me fais toujours attaquer en France par les milieux colonialistes. Mais je me fais aussi attaquer en Algérie par ceux qui veulent absolument voir dans les harkis les pires traîtres de la terre. Alors que mon enquête montre que la plupart d'entre eux sont, comme l'ensemble du peuple algérien, des victimes de l'oppression coloniale.

Vous avez classé les harkis en 5 catégories. Sur quelles bases avez-vous élaboré cette classification ?

J'ai repris la classification établie par l'administration française pendant la guerre. Parmi les quelque 400 000 hommes algériens qui ont porté l'uniforme de l'armée française, il y avait d'un côté les militaires (engagés ou appelés, 170 000 en tout), et de l'autre les supplétifs (environ 250 000). Ces derniers étaient divisés en 5 catégories : moghaznis, gardes mobiles, groupes d'autodéfense, aassés et harkis. Mais soit pendant la guerre, soit après, on a nommé tous les supplétifs par un seul mot : harki. Les différences entre les 5 catégories n'étaient forcément pas très nettes. Certains moghaznis ou gardes mobiles ont participé à des opérations de guerre, d'autres non. De même, certains harkis ont participé à des combats et d'autres n'ont eu que des fonctions civiles. Lorsque j'ai commencé mon enquête, je pensais ne m'intéresser qu'aux anciens supplétifs. Mais très vite, j'ai constaté que beaucoup de militaires (engagés ou appelés) avaient vécu les mêmes choses à la Libération. Certains sont partis en France, d'autres ont été assassinés, etc. En Algérie, on a d'ailleurs tendance à accorder beaucoup plus d'indulgence aux anciens militaires qu'aux anciens supplétifs. Alors que les premiers ont beaucoup plus participé aux combats, et donc à l'affaiblissement de l'ALN, que les supplétifs.

Vous avez classé les harkis en 5 catégories. Sur quelles bases avez-vous élaboré cette classification ?

J'ai repris la classification établie par l'administration française pendant la guerre. Parmi les quelque 400 000 hommes algériens qui ont porté l'uniforme de l'armée française, il y avait d'un côté les militaires (engagés ou appelés, 170 000 en tout), et de l'autre les supplétifs (environ 250 000). Ces derniers étaient divisés en 5 catégories : moghaznis, gardes mobiles, groupes d'autodéfense, aassés et harkis. Mais soit pendant la guerre, soit après, on a nommé tous les supplétifs par un seul mot : harki. Les différences entre les 5 catégories n'étaient forcément pas très nettes. Certains moghaznis ou gardes mobiles ont participé à des opérations de guerre, d'autres non. De même, certains harkis ont participé à des combats et d'autres n'ont eu que des fonctions civiles. Lorsque j'ai commencé mon enquête, je pensais ne m'intéresser qu'aux anciens supplétifs. Mais très vite, j'ai constaté que beaucoup de militaires (engagés ou appelés) avaient vécu les mêmes choses à la Libération. Certains sont partis en France, d'autres ont été assassinés, etc. En Algérie, on a d'ailleurs tendance à accorder beaucoup plus d'indulgence aux anciens militaires qu'aux anciens supplétifs. Alors que les premiers ont beaucoup plus participé aux combats, et donc à l'affaiblissement de l'ALN, que les supplétifs.

Dans votre livre, vous racontez avoir parcouru 20 000 km en Algérie. Avez-vous eu des difficultés pour retrouver ces anciens harkis ?



Pierre Daum a parcouru 20 000 km en Algérie pour retrouver les anciens harkis.

Oui, naturellement ! Il n'était pas question d'arriver dans un village et de demander : "Pouvez-vous m'indiquer qui sont les anciens harkis chez vous ?" J'ai établi mes premiers contacts à partir de la France, grâce à internet. Les sites web des associations harkies en France reçoivent tous les jours des messages de détresse de familles de harkis restés en Algérie. J'ai recueilli les adresses mail de ces messages, et j'ai moi-même envoyé des dizaines de messages en expliquant mon projet de livre, et en demandant si je pouvais venir les voir en Algérie, chez eux, et dans la plus grande discrétion. Tous ne répondaient pas ou bien avaient trop peur. Mais certains ont accepté de me recevoir.

Vous mentionnez dans votre enquête avoir rencontré une soixantaine de harkis et leurs familles résidant en Algérie. Cela n'a pas dû être facile de les aborder, ni pour eux de s'exprimer...

En effet ! Et aujourd'hui encore, je me pose la question de savoir pourquoi ces gens ont accepté de me parler, alors qu'ils s'étaient tus pendant un demi-siècle ! Je crois qu'il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, le fait que je sois Français les a mis en confiance. Avec un chercheur algérien, ça n'aurait pas été pareil. Ils se seraient demandés : Travaille-t-il pour la police ? Va-t-il me dénoncer ? Pense-t-il que je suis un salaud ?, etc. D'autre part, la pression du discours officiel, qui affirme qu'il y a eu d'un côté les héros de la Révolution (les moudjahidines) et de l'autre les traîtres (les harkis), s'est fortement affaiblie ces dernières années. Beaucoup d'Algériens en ont tellement marre de l'instrumentalisation de la guerre de Libération au profit exclusif de la "famille révolutionnaire" qu'ils ne savent même plus qui s'est vraiment conduit en héros. Par contre, ils sont prêts à comprendre que la situation en 1954 était moins manichéenne, plus complexe, et que les "traîtres" n'étaient peut-être pas aussi mauvais qu'on le dit, qu'ils avaient peut-être des raisons légitimes à se mettre du côté des Français (la faim, la nécessité de protéger sa famille, la violence de la guerre, etc). Enfin, ces vieux hommes qui ont accepté de me confier leur histoire savent que leur fin est proche. Ils n'ont plus

rien à perdre, mais ils veulent crever l'abcès afin que leurs enfants, eux, cessent d'être stigmatisés ("ould harki !") est une insulte commune, cessent de payer pour une guerre à laquelle ils n'ont pas participé.

À partir de ce samedi (aujourd'hui, ndr), vous présenterez votre livre dans plusieurs villes algériennes (Tizi Ouzou, Béjaïa, Oran et Alger). Êtes-vous prêt à un débat public sur un thème dont vous savez l'extrême sensibilité en Algérie ?

Je suis non seulement prêt, mais même extrêmement désireux de rencontrer le public algérien et de débattre avec lui ! En France, j'ai parfois des difficultés à débattre lorsque je suis en face de personnes qui n'admettent pas que la colonisation était un crime, et qu'il était juste de la part des Algériens de prendre les armes pour libérer leur pays. En Algérie, je sais que les débats peuvent être tendus. Je suis serein, dans la mesure où toute personne qui a pris la peine de lire ce que j'écris (dans mes livres et dans mes articles) sait que ma position est radicalement anticoloniale. Par contre, lorsque j'affirme que la plupart des harkis sont aussi des victimes du colonialisme, je sais que des personnes peuvent ne pas être d'accord. Il est simplement important que chacun sache écouter les arguments de l'autre, et puisse développer les siens en toute sérénité.

H. M.

Agenda de Pierre Daum en Algérie

■ À l'occasion de la sortie du livre-enquête *Le dernier tabou, les harkis restés en Algérie après l'indépendance* (Koukou éditions), l'auteur et journaliste Pierre Daum présentera son ouvrage dans plusieurs villes algériennes.

Aujourd'hui, à 14h, il animera une conférence au Théâtre régional de Béjaïa. Le mardi 24 mai, à partir de 14h, il sera l'invité de la librairie Omar-Cheikh de Tizi Ouzou pour une séance de vente-dédicace. Le jeudi 26 mai, il signera son livre à la librairie Livres Art et Culture d'Oran, à partir de 14h.

Le samedi 28 mai, il sera à Alger pour une vente-dédicace, à partir de 14h, à la librairie des Beaux-Arts.

FESTIVAL DU CINÉMA AFRICAÏN DE TARIFA (ESPAGNE)

Trois films algériens en compétition

■ Trois films algériens seront en compétition au 13^e Festival du cinéma africain de Tarifa (Fcat), prévu du 26 mai au 4 juin dans cette ville du sud de l'Espagne, ont indiqué les organisateurs. Le long métrage *Madame courage* (2015), de Merzak Allouache, et le documentaire *Fi Rassi rond-point* (dans ma tête un rond-point, 2015), de Hassen Ferhani, sont sélectionnés aux côtés de onze autres films algériens dans la catégorie "Hypermétropole". Le court métrage *Lmuja* (2015) de Omar Belkacem est, quant à lui, en compétition dans la seconde section du festival, intitulée "En Bref" et comptant 24 courts métrages. Parallèlement à la compétition, cinq œuvres cinématographiques africaines, dont le documentaire *Festival panafricain d'Alger* (1969) du réalisateur français William Klein, seront présentées dans la section "Afroscopie", en plus des projections en plein air et des rencontres dédiées au cinéma africain. Un total de 76 œuvres cinématographiques en provenance de 26 pays d'Afrique seront projetées lors de ce festival, qui revient dans sa ville d'origine après quatre éditions tenues à Cordoue. Le programme de cette 13^e édition sera, par ailleurs, présenté simultanément dans la ville de Tanger, au nord du Maroc. Créé en 2004 par une association espagnole, le Fcat œuvre pour la promotion de la culture africaine à travers le 7^e art, selon ses organisateurs.

APS